



31-05-2012

Les silences de Hollande

45 000 emplois dépendants essentiellement de 46 grands groupes sont sous le coup d'une liquidation immédiate, 90.000 postes de travail sont en sursis sur tout le territoire. Au total 135.000 salariés sont menacés de perdre leur emploi dans très peu de temps. Ces chiffres ont été repris par la presse qui a même établi une carte détaillée des 46 « plans sociaux » et des dizaines de milliers d'autres licenciements à venir.

Mardi 29 mai Hollande a longuement été interrogé par la télévision. C'était pour lui l'occasion de dire ce que le gouvernement actuel avait prévu pour empêcher ces licenciements. Il n'a rien dit à ce sujet. Au lieu de cela, il a parlé longuement des « difficultés » que les entreprises rencontrent. Il ne faut rien faire qui les « déstabilise » a-t-il déclaré. L'augmentation du SMIC (à la limite le gouvernement tolèrerait un coup de pouce le plus faible possible) nuirait à leur équilibre et donc à l'intérêt national !

Ce ne sont ni les travailleurs ni le peuple qui ont mis le pays dans cette situation. Rappelons qu'en la seule année 2011, 210 milliards de dividendes ont été versés aux actionnaires des grandes entreprises industrielles et financières. La même année 170 milliards de cadeaux ont été faits aux entreprises sous forme d'exonérations fiscales et de cotisations sociales. 380 milliards au total, c'est plus que l'équivalent de notre budget national, ont été accaparé par les grands groupes capitalistes avec l'aide d'un gouvernement complice !

Hollande n'en a pas dit un seul mot, à croire qu'il ne connaît pas ces données que l'on peut consulter pourtant facilement ! Il faut récupérer de telles sommes qui nous appartiennent pour les mettre au service de notre développement économique et industriel, créer des emplois, augmenter les salaires et les retraites, satisfaire nos revendications, à commencer par les plus urgentes. Le silence de Hollande est éloquent. Il n'aborde jamais ces questions parce qu'il ne veut pas changer de politique. L'équipe a changé mais la politique ne changera pas.

La Commission Européenne vient de publier un rapport qui en dit long sur ce qu'elle attend du gouvernement français. Elle critique vivement « le manque de flexibilité du marché du travail » et en particulier « le haut degré de protection légale incluse dans les contrats de travail ». Elle ajoute que les licenciements économiques devraient être rendus possibles pour améliorer la rentabilité des entreprises et leur compétitivité. La même commission propose des « coupes supplémentaires sur les dépenses de santé et le contrôle des dépenses des collectivités locales. A propos de la Sécurité Sociale, elle encourage le gouvernement à poursuivre dans la voie d'un allongement de la vie active. Dès l'an

prochain souligne la commission « la correction du déficit pourra requérir des efforts additionnels ».

La commission peut être rassurée sur les intentions de l'actuel gouvernement. C'est Hollande lui – même qui a réaffirmé à la télévision « on doit respecter nos engagements budgétaires, il va falloir faire un effort ».

Silence du côté des dirigeants des centrales syndicales qui se déclarent comme l'a dit Chérèque « en phase avec la méthode de dialogue sociale retenue ».

Hollande continue la même politique que son prédécesseur. Pour changer de politique il faut s'attaquer aux multinationales capitalistes qui possèdent les moyens de productions, et ça il ne le veut pas.

Un vrai changement ne peut venir que de l'action du peuple contre le capital. « Communistes » est avec vous dans ce combat.

www.sitecommunistes.org